

<https://ricochets.cc/Assistanat-massif-des-energies-fossiles-et-de-l-economie-de-marche-avec-de-l-argent-public-plus-de-160-milliards-par-an.html>



# Assistanat massif des énergies fossiles et de l'économie de marché avec de l'argent public : plus de 160 milliards par an

Publication date: mercredi 19 octobre 2022

- Les Articles -

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

**Alors que le gouvernement, les capitalistes et les puissants tapent sans arrêt en chouinant sur les pauvres, les chômeurs et les RSA, qui sont sans vergogne traités d'assistés et de feignants, on constate en réalité que les vrais assistés sont les entreprises.**

Le capitalisme nous coûte un pognon de dingue : subventions, exonérations, protectionnisme, régulations, rattrapages, aides en tout genre..., l'économie dite de « libre » marché n'a rien de libre, elle est en permanence assistée, sous perfusion de flots ininterrompus d'argent public.

Si elle survit encore malgré ses désastres criminels et son chaos, c'est grâce à des montagnes d'argent du contribuable.

L'idéologie ultra-libérale n'est qu'une mythologie fumeuse, un conte de fée pour endormir les gens et naturaliser des choix politiques, et justifier la continuation d'un système mortifère.



**Assistanat massif des énergies fossiles et de l'économie de marché avec de l'argent public** Ce sont les entreprises capitalistes, le libre marché et les énergies fossiles qui sont assistés

## **L'économie de "libre" marché est sans arrêt assistée, subventionnée, protégée, régulée, corrigée**

- ▶ **160 milliards d'aides publiques par an : un « pognon de dingue » pour les entreprises** - Des chercheurs lillois chiffrent à au moins 157 milliards d'euros par an les aides publiques à destination des entreprises, ce qui en fait le premier poste du budget de l'État.

C'est un secret bien gardé à Bercy : le montant des aides publiques dont bénéficient les entreprises

(...)

En somme, ce rapport révèle la montée en puissance d'« un État-providence caché en faveur des entreprises », suggèrent les chercheurs du Clersé. Et encore, leur évaluation s'arrête au budget 2019, c'est-à-dire avant les crises sanitaire et énergétique qui ont vu les pouvoirs publics multiplier les dispositifs de baisses d'impôts et de subventions aux entreprises afin de maintenir leurs marges. On est donc certainement aujourd'hui à des niveaux d'aides publiques encore plus élevés.

(...)

De tels montants débloqués chaque année amènent de fait à questionner le discours dominant de l'exécutif et du monde des affaires, qui assure que l'État français matraque fiscalement les entreprises. Ce, sans évoquer dans quelle mesure il les subventionne. Pour preuve, l'offensive récente du Medef pour faire baisser les « impôts de production », ces taxes qui pèsent sur l'activité des entreprises et non sur les bénéficiaires, et qui seraient responsables, selon le patronat, de la perte de compétitivité de l'économie française.

Le message a été reçu cinq sur cinq par le gouvernement : dans le projet de loi de finances actuellement débattu à l'Assemblée nationale, Bruno Le Maire promet la suppression de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) d'ici 2024, soit 8 milliards d'euros d'« impôts de production » en moins, après 10 milliards déjà supprimés dans le cadre du budget 2021.

Le problème, c'est que pour financer ces nouvelles dépenses en faveur du capital, c'est aux ménages, aux collectivités locales et aux services publics de se serrer la ceinture. Car l'exécutif compte bien en parallèle réduire le

déficit public en dessous de 3 % du PIB en 2027, contre 5 % actuellement.

(...)

En outre, l'institution rattachée à Matignon explique que si le dispositif a eu « des effets positifs sur les PME », il n'a pas eu d'effet économique « significatif établi en ce qui concerne les ETI [entreprises de taille intermédiaire] et les grandes entreprises ». Or ce sont ces dernières qui en ont le plus bénéficié : « Les 50 premières entreprises qui ont les CIR les plus élevés totalisent à elles seules la moitié de la créance totale. (...) »

Un « pognon de dingue » dépensé pour pas grand-chose, donc. Hasard ou non, les dividendes de ces grandes entreprises shootées à l'argent public ont battu dans le même temps des records en France, peut-on lire dans les Échos. De quoi inciter les pouvoirs publics à imposer des contreparties à l'octroi de ces milliards d'aides. Et, surtout, à remettre à plat leur politique de soutien au capital.

(...)

(source du rapport :

<http://www.ires.fr/index.php/etudes-recherches-ouvrages/etudes-des-organisations-syndicales/item/6572-un-capitalisme-sous-perfusion-mesure-theories-et-effets-macroeconomiques-des-aides-publiques-aux-entreprises-francaises>)

## ► [157 milliards par an : le pognon de dingue que nous coûtent nos grandes entreprises](#)

(...)

Vous pouvez même lui dire à Tonton, que ce chiffre de 157 milliards, il est bien sous estimé. Nos grandes entreprises, nos grands seigneurs entrepreneurs, nous coûte encore plus d'oseille, si on on ajoute à ces 157 milliards les « mesures déclassées » (des mesures qu'on décide de ne plus compter, considérant qu'il s'agit de la nouvelle norme fiscale), on arrive à plus de 200 milliards d'euros. 200 milliards chaque année !

(...)

200 milliards d'euros. 8% du PIB en 2019. 40% du budget de l'Etat. Alors tous les libéraux qui lisez, nombreux, l'insoumission, indignez vous ! Pour réduire la dette publique (surtout ne vous attaquez pas à la dette privée et aux bulles spéculatives, d'où sont venues toutes les dernières crises financières), il faut réduire, mesdames et messieurs les libéraux, les milliards d'euros déversés sur les grands groupes. De l'argent il y en a, dans l'argent gaspillé par l'État.

Pour financer, enfin, la bifurcation écologique de notre modèle économique, pour financer, enfin, un vrai plan de sauvetage de l'Hôpital Public et de l'Éducation nationale, des milliards, il y en. Qu'on aille les chercher. Qu'on détourne, enfin, la grande diversion médiatique organisée par le capital, de la fraude sociale (700 millions d'euros), de la gauche des allocs, du « coût du travail », vers les parasites d'en haut. 63 milliardaires polluent plus que la moitié des Français. 5 milliardaires détiennent autant que 27 millions de Français. Le grand capital vous exploite vous, et détruit la planète. Et il nous coûte un pognon de dingue.

(...)

## NOTES : le libre marché n'est pas possible

Le capitalisme est tellement destructeur et chaotique que les Etats doivent sans arrêt l'assister par des Everest de fric afin que la machine à cash continue à tourner sans trop s'effondrer sur nous.

Ainsi, Etats et entreprises capitalistes marchent ensemble dans la combine, se partageant les rôles pour faire tenir la civilisation industrielle, pour que le productivisme continue, pour que les plus riches puissent continuer à s'enrichir en détruisant ce qui reste de la nature et en dérégulant complètement le climat.

Un libre marché totalement dérégulé serait bien trop destructeur, alors tous les pays, y compris les idéologues du libéralisme comme les USA, pratiquent en grand le protectionnisme et l'assistanat envers le capitalisme, ses patrons et ses entreprises.

Ainsi, on cumule deux systèmes néfastes et complémentaires, l'Etat et le Capital, qui ont besoin l'un de l'autre et s'épaulent en permanence.

L'Etat subventionne, régule, réprime - Le Capital fait tourner la machine à cash.

Dans ce système Etat-Capitalisme, il n'y a ni démocratie, ni libre marché complet, mais un contrôle social totalitaire au service des riches et du système techno-industriel.

La solution n'est pas que l'Etat régule et contraigne davantage le Capital pour mieux répartir les richesses empoisonnées et rendre plus "vert" ou plus "efficient" le productivisme, mais qu'on se libère de l'Etat ET du Capital, de la centralisation administrée ET du productivisme, de la société de masse ET du technologisme, du totalitarisme étatique ET du totalitarisme économique, de la fausse démocratie ET de la "valeur travail", etc.

**Il est donc insuffisant de s'en prendre à des élus, entreprises ou riches plus gerbants que les autres, le problème est structurel.**

Au lieu de chercher en vain à "moraliser" un système brutal, irréformable et fondamentalement immoral (via quelques réformes ou en changeant les têtes), mieux vaudrait créer de toutes autres structures sociales, à but vertueux/émancipatrices, avec des vigilances et mécanismes forts et permanents pour éviter que ça dérive ou que les éternels dominants/arrivistes/profiteurs prennent le dessus.

**L'argent public assiste massivement le capitalisme et ce sont malgré tout les pauvres et les travailleurs qui sont le plus "sollicités" pour la pseudo "sobriété" voulue par le régime macroniste, qui subissent le plus la destruction des biens communs, des services publics et des moyens de subsistance détruits sciemment de manière planifiée par l'Etat-capitalisme.**

## **Les criminelles entreprises fossiles sont assistées à donf**

► [« Le véritable assistanat, ce sont les subventions accordées aux entreprises fossiles »](#) - Alors que les chômeurs sont taxés d'assistés, le philosophe Aurélien Berlan rappelle que ceux que l'État soutient massivement, ce sont les grands groupes responsables de la catastrophe climatique.

(...)

L'émancipation ne proviendra donc ni du droit à la paresse, ni de la valeur travail ?

Ce sont les deux écueils à éviter. D'un côté, rappelons que la promotion de la valeur travail est l'un des piliers du capitalisme. C'est grâce à ce discours que les riches peuvent dire aux pauvres que s'ils sont démunis, ce n'est pas à cause d'un système bâti autour de l'accaparement des richesses par une minorité et de la mise au chômage technologique, mais parce qu'ils ne travaillent pas assez, ou pas assez intelligemment.

D'un autre côté, on ne peut plus faire la promotion de la paresse en vertu de la croyance que les machines finiront par faire le boulot à notre place. La gauche industrialiste a ainsi, dans le sillage des bourgeois libéraux et des aristocrates avant eux, identifié la liberté à ce que j'appelle la « délivrance » : le fait d'être déchargé de toutes les tâches quotidiennes pénibles et/ou routinières dont nous n'avons guère envie de nous acquitter nous-mêmes (produire notre nourriture, la cuisiner, fabriquer certains de nos outils, prendre soin des nôtres...). Grâce au développement des forces productives, nous n'aurions plus à nous soucier de tout ce qui concerne notre subsistance. Mais si on y réfléchit bien, cette délivrance de nos conditions matérielles d'existence consiste à faire faire ce qu'on ne veut pas faire soi-même. Et il n'y a que deux manières de s'y prendre : soit ce sont d'autres personnes qui les font pour nous à€" auquel cas on exploite des humains à€", soit ce sont des robots à€" auquel cas, on exploite des ressources. Bref, la liberté ainsi conçue suppose la domination des humains et de la nature.

(...)

Il suffirait de cultiver son jardin pour être libre ?

C'est une partie de la réponse, mais ce ne sera pas suffisant. Bien entendu, une société plus soutenable irait de pair avec un vaste mouvement consistant à reprendre en charge ses conditions d'existence à petite échelle, au travers de collectifs de quartiers et de voisinages. Mais il faut rappeler que le changement social dans le monde tel qu'on le connaît, avec ses verrouillages politiques, institutionnels et économiques, passe aussi par des luttes sociales. Car il faut aussi changer les règles du jeu : s'opposer à la casse des services publics, défendre l'accès à certains biens communs, etc. Si on ne s'oppose pas, par exemple, aux verrous législatifs qui empêchent les nouveaux paysans

d'acquérir des terres et de s'installer, ou si on ne lutte pas contre l'importation de fruits et légumes vendus à des coûts dérisoires, il y aurait un côté sacrificiel à se lancer dans ces alternatives. C'est précisément ce que défend l'Atelier paysan [qui cherche des alternatives au machinisme agricole]. **Pour ceux qui y participe, le changement social repose sur trois piliers, qu'il faut tenir ensemble : des alternatives à petite échelle, de l'éducation populaire pour diffuser les idées, et de la conflictualité sociale.**

(...)

PS:

## **Les salariés ont la trouille de poursuivre la grève et de s'attaquer aux structures du capitalisme**

Par provocation on pourrait prendre le contre pied de ce message de J Chastaing de ce jour (je sais c'est plus facile à dire qu'à faire, c'est juste pour la démo) :

*ILS ONT LA TROUILLE !*

*UN JOUR DE GREVE ET ILS OBTIENNENT UNE AUGMENTATION DE 7%*

*C'EST LE MOMENT DE SE METTRE EN GREVE*

*Les salariés du transporteur Breger à Laval ( 1 000 salariés, 500 camions) se sont mis en grève le 17 octobre, le soir même, ils gagnaient*

► Ca deviendrait :

**LES SALARIÉS ONT LA TROUILLE DE POURSUIVRE LA GRÈVE** et de s'attaquer aux structures du capitalisme.

Après seulement un jour de grève, ils se couchent immédiatement et retournent au boulot docilement en se contentant d'une simple augmentation de salaire. Les salariés ont opté pour une nouvelle défaite dans la lutte contre le capitalisme, ils ont perdu une fois de plus une occasion. Cette petite augmentation de 7% ne les protégera pas contre l'inflation qui vient, ni contre la délocalisation ou la liquidation de l'entreprise, elle ne change rien au fait qu'ils sont pris dans les filets de la concurrence générale et de la guerre de tous contre tous pour l'emploi et le logement. Et elle ne change rien à leur position d'impuissance et de subordination dans les choix politiques et économiques qui continuent à mener la biosphère et l'humanité dans l'accroissement des désastres climatiques et écologiques, et donc aussi sociaux.